

Imposer une négociation globale sur les retraites !

Le mouvement de grève des salariés des régimes spéciaux est très largement suivi, preuve s'il en était encore besoin que ceux-ci refusent la régression sociale que constitue le projet du gouvernement. Sous prétexte d'équité, celui-ci veut appliquer aux salariés des régimes spéciaux, les mesures injustes que les gouvernements précédents ont imposées aux autres salariés. Les conséquences de ces mesures sont connues : depuis 1994, le pouvoir d'achat de la pension du régime général des salariés du secteur privé baisse de 0,3 % par an et celui de la retraite complémentaire de 0,6 % par an. C'est cette dégradation, qui pourrait entraîner une baisse équivalente à de deux mois de retraite par an, que refusent les salariés des régimes spéciaux.

L'augmentation de la durée de cotisation, alors même que près de 60 % des salariés sont hors emploi au moment du départ à la retraite, ne peut avoir pour conséquence qu'une baisse du montant des pensions, baisse aggravée encore par le système de décote mise en place. De plus, alors que les jeunes rentrent de plus en plus tard sur le marché du travail, très peu de salariés pourront faire le nombre d'annuités nécessaires. Au-delà, alors que les conditions de travail se détériorent sans cesse, que la souffrance au travail se développe avec l'apparition de nouvelles pathologies, le sort des salariés ne doit pas être de travailler plus, mais de travailler moins !

Dans cette situation, les salariés des régimes spéciaux ne se battent pas seulement pour eux-mêmes, ils posent la question de l'avenir du système de retraite dans notre pays. C'est cette question que le gouvernement veut éviter de voir poser car il a déjà prévu une nouvelle augmentation de la durée de cotisation, que le Medef veut porter à 45 ans, pour tous les salariés. Pour l'Union syndicale Solidaires, il ne s'agit pas d'obtenir aujourd'hui telle ou telle modification de détail des mesures gouvernementales, mais d'imposer une réelle négociation sur l'ensemble des régimes des retraites pour stopper la dégradation actuelle et en empêcher de nouvelles.

La balle est aujourd'hui dans le camp du gouvernement. Il a le choix entre prolonger l'affrontement en espérant pouvoir casser le front syndical par des petites manœuvres ou s'engager dans la négociation pour que tous les salariés, du public comme du privé, se voient garantir une retraite de haut niveau.

Le 14 novembre 2007